

# Le Bonnet Rouge

## Quotidien Républicain du soir

DIRECTION & PUBLICITÉ

24, rue Drouot (Paris 9<sup>e</sup>) — Téléph. : CENTRAL 69-70

RÉDACTION & ADMINISTRATION

142, rue Montmartre (Paris 2<sup>e</sup>) — Téléph. CENTRAL 30-62

DIRECTEUR :

Miguel ALMEREYDA

Abonnements : Paris 20 fr. ; Départements 24 fr. ; Étranger 32 fr.

Cinq Centimes le Numéro (Paris et Départements) : Cinq Centimes

### Initiative Individuelle et Pouvoirs Publics

La vie n'est facile nulle part et la province, plus que Paris, souffre de la cherté des vivres. Il est de toute évidence que pas une de nos villes n'offre aux petites bourses plus de facilités que la Capitale. Allez donc chercher un repas à 1 fr. 50 à Lyon, à Marseille, à Orléans, à Bordeaux, à Toulouse, etc. ! Encore ne sommes-nous point aux jours des suprêmes privations ! L'histoire de l'alimentation des peuples n'est qu'une suite plus ou moins interrompue de fringales plus ou moins vives. Dans les temps de disette, des mesures ont toujours été prises ; leur empirement inconnu de la disette, elle s'écrasait le commencement, ce pelli se débaî-t à côté des sinécures qui fourmillent ; les brasseries multiples fournissent l'atmosphère courante des officines réglementaires à l'instar des lapins ; les droits interviennent, empêchant, par leur poids, les marchands de parvenir dans les centres de consommation ; les marchandises pourrissent ici et là ; le premier des producteurs gémit à l'égard du dernier des consommateurs.

Tel est le tableau rapide de ce qui se passait un siècle plus tôt.

L'évolution sociale paraît vouloir tout modifier. Mais l'histoire, néanmoins, n'est pas, depuis Napoléon, celle de cent années d'abandon de de pléthore, de ripailles folles et générales ; elle est le récit d'une assemblée sans cesse accrue, d'une médiocrité de plus en plus élevée. Grâce aux chemins de fer, aux voies navigables, la province parvient à tous les besoins de Paris ; notre grande capitale ne reçoit de moins en moins d'inquiétudes au sujet du lendemain ; elle s'endort chaque soir dans la sécurité du pain quotidien ; l'agriculture y trouve le plus vaste des débouchés ; et cependant il faut reconnaître qu'avec un peu de méthode, l'acquisition des denrées alimentaires pourrait s'effectuer dans des conditions plus avantageuses.

Les Pouvoirs publics sont pétris de bonne volonté ; ils aident de leur mieux à la distribution la plus rationnelle des produits de notre sol ; toutefois, il faut bien admettre que certaines lois, certains décrets ou règlements sont inopérants, parce qu'incapables de vaincre la mauvaise volonté de quelques-uns et la routine du plus grand nombre.

Le consommateur, d'ailleurs, n'a-t-il pas, lui, tout le premier, sa part de responsabilité ?... Charles Gide a dit avec raison : « Le consommateur est un roi ; mais c'est un roi fainéant. » Cette phrase lapidaire constate un fait : tout au plus, le consommateur a-t-il le courage de se plaindre ; il n'a pas, en tous cas, celui d'agir et pourtant il sait, en général, que ses paroles sont des femmes et que les seuls seuls sont des mâles ; il se tourne du côté des maires, des préfets, des députés, des ministres ; il implore, du Dieu-Etat, des mesures de protection, sans jamais manifester l'ombre d'une initiative. C'est ainsi qu'aujourd'hui, il attend tout de la taxation.

Et cependant des gens clairvoyants, chez nous, n'ont pas hésité à imputer à la taxation la plupart des maux dont l'Allemagne souffre au point de vue alimentaire ; d'autres sont allés jusqu'à affirmer que la taxation avait fait autant de mal à la Germanie que le blocus lui-même. C'est une chose que l'histoire éclaircira. Un fait existe : c'est la crise de denrées, qui suit la taxation de ces denrées. Je ne sais point si la réquisition dont on parle toujours, mais qu'il est si difficile de pratiquer, a établi ou établi des compensations. Ces compensations seront toujours moindres que celles susceptibles d'être fournies par l'effort individuel des consommateurs, leurs qui, le plus souvent, ne contrôlent ni les poids, ni la qualité, ni l'exactitude des sommes qui'ils doivent payer.

Les boulangers, les bouchers, les laitiers ont beau jeu.

L'action absente de ceux qui achètent et qui mangent, se remplace heureusement, en plus d'un endroit, par l'action des agents mûs par la volonté des préfets et des maires. C'est ainsi qu'à Toulouse, le pain sorti de la boulangerie, emporté par le client, peut avoir son poids contrôlé. C'est que le petit commerçant, quel qu'il soit, n'a pas toujours conscience du rôle social qu'il a à remplir ; il reste trop préoccupé par le moyen de tirer le maximum de profit de la marchandise dont il dispose et des possibilités variées qu'il a de l'écouler. Les laitiers, parfois, sont des gens terribles ; certains vendent bien souvent avec de fausses mesures, — des mesures à double fond, — et de plus, ils additionnent leur lait d'une quantité d'eau qui atteint au fantastique. M. Lucien Saint, le distingué et dévoué préfet de la Haute-Garonne, leur a déclaré justement une guerre sans merci ; cette lutte, il faut l'espérer, fera renaitre les principes les plus élémentaires de l'honnêteté. Le Comité consultatif du département ne consent pas à la taxation du lait ; il a raison, parce que le son, les fourrages, les tourteaux qui servent à l'alimentation du bétail, coûtent plus cher qu'autrefois. Le public, pourtant, n'a cure de cette situation ; il ne se rend pas compte que la taxation est un engrenage fort dangereux ; quand on y a mis le bout du doigt, le corps tout entier doit y passer. L'exemple du lait montre bien qu'un

arrêté de taxation du lait doit avoir, pour conséquence, dix autres arrêtés de taxation, portant sur le prix de toutes les denrées qui servent aux nourrisseurs pour l'entretien de leurs animaux. C'est la science... la science compliquée et qui ne soie point la racine du mal.

La concurrence, quand elle peut s'exercer, est le meilleur remède ; elle provoque l'initiative des plus forts, des plus adroits, des plus consciencieux ; ils cherchent à acheter par grosses quantités et dans les meilleures conditions possibles ; ils revendent à petits bénéfices, attirent la clientèle par l'affichage des prix, valable pour une période de huit ou quinze jours, et qui, à lui seul, suffit à enrayer la hausse. C'est ainsi que, nous disait M. Lucien Saint, une grande société d'alimentation, dont le siège est à Toulouse, avec ses entrepôts précieusement achalandés, avec ses quatre cents boutiques de vente, a rendu les prix signalés services en se faisant, par ses procédés commerciaux dignes des plus grands éloges, l'auxiliaire de la municipalité, en plus d'une circonstance difficile, et surtout en se faisant régulateur des cours.

Il y aurait beaucoup à dire sur l'influence des méthodes commerciales concernant la cherté de la vie ; nous aurons l'occasion d'y revenir, en envisageant l'œuvre de la municipalité toulousaine, susceptible de servir d'exemple à beaucoup d'autres municipalités.

Hector DEFRANCE.

Contreirement à son habitude, le Bonnet Rouge ne paraît ce jeudi que sur deux pages.

En ces jours de tristesse et de recueillement, il nous a paru, en effet, que le silence était l'hommage qui convenait le mieux aux disparus, et nous avons laissé à d'autres le vilain geste de se servir de leurs morts pour encourager des souscripteurs hésitants.

Naturellement, jeudi prochain, le Bonnet Rouge reparaitra sur quatre pages, comme de coutume.

### LA TOUSSAINT

Voici les chiffres d'entrées relevés hier dans les cimetières parisiens :

Cimetière du Nord (Montmartre) : 19.158 ; cimetière de l'Est (Père-Lachaise) : 70.040 ; cimetière du sud (Montparnasse) : 49.208.

Saint-Ouen (nouveau) : 51.846 ; Saint-Ouen (ancien) : 3.825 ; Ivry-Parisien : 33.125 ; Bagneux-Parisien : 78.553 ; Clichy-Balignolles : 5.200 ; Bercy : 2.463 ; Grenelle, rue Saint-Charles : 1.066 ; Vaugurard, rue Locoube : 2.640 ; Passy : 5.128 ; Auteuil : 1.335 ; Montmartre : 1.100 ; la Chapelle : 4.650 ; Saint-Pierre de Montmartre : 1.600 ; la Villette, rue d'Haupoull : 1.521 ; Charonne : 223 ; Belleville : 605 ; Pantin-Parisien : 109.716. Soit au total : 472.232.

Une foule nombreuse a visité également chacun des nombreux cimetières de la banlieue. La préfecture communique le chiffre global de : 274.239 entrées.

### Les Bourreaux de Crânes

Le Deutschland est arrivé à New London avec une cargaison de produits chimiques.

L'événement est d'une importance contestable. On comprend la joie des Allemands, mais on se rend compte que ce n'est pas un voyage de sous-marin par trimestre qui pourra jamais inquiéter les Alliés.

Cependant, ce n'est pas une raison pour se ridiculiser aux yeux des neutres.

Commentant l'arrivée du Deutschland, un journal généralement mieux inspiré, écrit ce matin :

Nous en avons fini, espérons-le, avec le bluff entretenu par les Allemands autour de l'aventure du Deutschland. Ce sous-marin a regagné son port d'attache.

Quand donc cessera-t-on de vouloir faire prendre au public français des vessies pour des lanternes, et, quand l'ennemi a réussi l'un quelconque de ses projets, si minime soit-il, de présenter cela comme un succès pour nous ?

Assez de sottises, confrères. C'est avec cela qu'on encourage l'ennemi.

### LA CENSURE et le « Bonnet Rouge »

Les censeurs n'ont pas chômé hier. Ils nous ont échappé la légende du dessin de Laforgue, d'ailleurs infiniment moins émouvante que le dessin lui-même ; des commentaires de l'article de Maximilien Harden, en en respectant le titre : « Les coureurs d'Amok », mais en enlevant l'explication de ce titre, sans doute pour offrir à nos lecteurs l'occasion de solutionner un rébus, et quelques menues choses encore. Ils nous avaient même demandé encore un échappage dans notre rubrique : Les morts et nos poètes.

Il est vrai que tout ceci nous a été réclamé à une heure si tardive qu'il ne nous fut pas possible de faire tous les échappages demandés, tout en faisant subir au journal un retard sérieux.

Est-ce trop demander à la Censure qu'une réponse rapide et une volonté claire ? Car, hier, si on nous a demandé des échappages insignifiants, en revanche, on nous a laissé publier le projet de résolution proposé au Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme, pour lequel le bureau de la Presse avait reçu la consigne formelle de ne rien laisser passer.

On voit, la maison de M. Maruéjouls est une maison bien tenue...

### SUR TOUS LES FRONTS Nouveaux succès sur la Somme

#### Nos troupes poursuivent leurs avantages entre Lesbœufs et Sailly-Saillisel

#### PROGRÈS SERBES DANS LA RÉGION DE LA CERNA

### Communiqués Officiels

824<sup>e</sup> JOUR DE LA GUERRE

COMMUNIQUE FRANÇAIS

2 novembre, 15 heures.

Au nord de la Somme, malgré le mauvais temps persistant, nous avons, pendant la nuit, poursuivi nos avantages entre Lesbœufs et Sailly-Saillisel. Nos troupes ont consolidé le terrain conquis, enlevé plusieurs points d'appui et réduit des nids de mitrailleuses. Au cours de ces opérations nous avons fait 186 prisonniers, dont 8 officiers, ce qui porte à 636 le nombre des prisonniers capturés par nous depuis hier dans ce secteur.

Sur la rive droite de la Meuse, nuit relativement calme.

Étonné à signaler sur le reste du front.

En dépit de la brume et des bourrasques qui ont sévi sur la plus grande partie du front, notre aviation de chasse s'est montrée active dans la journée du 1<sup>er</sup> novembre.

Sur la Somme, l'adjudant Tarascon a abattu son septième appareil ennemi vers Moislains. Un de nos avions tri-places a descendu, le même jour, deux avions allemands, qui sont tombés l'un sur l'aérodrome de Metz-en-Couture, l'autre au mont Saint-Quentin.

Dans la région de Verdun, un avion allemand a été abattu vers Monville-en-Woevre, par l'adjudant Sayaret. C'est le sixième appareil descendu jusqu'à ce jour par ce pilote.

Une de nos escadrilles a attaqué à la mitrailleuse des colonnes d'infanterie ennemie vers Azannes et des trains vers Conflans et Mangiennes.

Enfin, en Alsace, un de nos pilotes a abattu quatre appareils allemands et abattu l'un d'eux, qui s'est écrasé sur le sol, près d'Altkirch.

Communiqué d'Orient

De la Struma au Vardar, rien à signaler en dehors d'une canonnade assez vive, notamment dans le secteur du lac Doiran.

Dans la région de la Cerna, les troupes serbes ont repoussé plusieurs contre-attaques bulgares et réalisé de nouveaux progrès malgré la résistance de l'ennemi, qui a subi de lourdes pertes en hommes et en matériel.

À notre aile gauche, grande activité des deux artilleries.

COMMUNIQUE BRITANNIQUE

La pluie a continué toute la nuit. Aucun événement important à signaler.

COMMUNIQUE SERBE

Le 31 octobre, nous avons repoussé une attaque ennemie dans la région du village Bouzdmitro, sur la rive gauche de la Cerna.

Actions d'artillerie.

Nous avons avancé quelque peu et enlevé quelques tranchées ennemies. Le village de Gradirovo est au pouvoir des Français depuis plusieurs jours.

Les renforts russes en artillerie et en munitions

Londres, 2 novembre. — De Milan au Daily Telegraph.

L'armée allemande sur le front roumain qui croit en la déjà supposée, a perdu un quart de ses effectifs au cours d'une offensive d'un mois, a un pressant besoin de renforts.

L'aide russe continue à se manifester très efficacement à l'égard des Alliés, surtout en artillerie et en munitions. D'un autre côté, la grande activité que déploient les Roumains pour organiser leurs positions de défense le long de la ligne des montagnes assure bien que dans le sud, rendra impossible tout nouveau progrès des Allemands dans la direction de Bucarest.

Ceux qui sont le mieux à même de juger la situation militaire, déclarent que le plan d'Hindenburg se trouve en grand danger d'être ruiné par la soudaine réaction de l'armée roumaine qui, à l'aide de renforts puissants et des importants approvisionnements en munitions reçus de Russie, pourra dans quelques jours se reconstruire avec l'armée de Falkenhayn dans des conditions plus favorables. — (Information.)

L'activité sur le front russe QUI PRENDRA L'OFFENSIVE ?

Londres, 2 novembre. — On télégraphie de Petrograd au Morning Post.

Les combats qui se livrent sur le front des armées de Brusiloff commencent à

Les Députés contre la Censure

Mais... c'est encore en Allemagne

Zurich, 2 novembre. — Le Reichstag s'est occupé de la Censure dans sa séance de mardi.

Les députés ont voté en faveur de la loi sur le jour précédent. Chaque discours a été ponctué de violentes critiques.

Le député de la fraction allemande Wernigsen s'est élevé d'abord contre la partialité de la censure et conclut en déclarant que le Reichstag devrait faire une pression sur le gouvernement en refusant d'accepter le budget, pour que ses désirs soient enfin exaucés.

Le député Städtgen, de l'opposition socialiste, a révélé que la police paie de jeunes socialistes et leur promet de les faire libérer de toutes obligations militaires, s'ils veulent bien raconter ce qui se passe dans les associations socialistes. Il s'est plaint ensuite de la censure et a demandé son abolition, ajoutant que les compléments du Reichstag sont souvent très censurés.

Le sous-secrétaire d'Etat Hefflicher a en réponse avec le député Dittmann une allocution qui ne se termina pas à son avantage, car ce dernier maintint son point de vue et eut l'approbation du Reichstag.

Le Reichstag accepta finalement à une grande majorité une motion du centre demandant la création d'un office central militaire à Berlin, chargé de surveiller les actes des commandants militaires dans différents arrondissements d'Allemagne.

M. Hefflicher avait vivement combattu cette motion qui dépasserait, selon lui, le pouvoir du Reichstag.

Quant aux autres motions concernant la censure, elles ont été renvoyées à une commission spéciale qui sera également chargée de régler la question des arrestations préventives.

Le Reichstag s'est ajourné à jeudi. — (Information.)

Le second voyage du « Deutschland »

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND PROPOSE LE SERVICE POSTAL PAR SOUS-MARINS

New-York, 2 novembre. — Le second voyage du Deutschland aux Etats-Unis ne paraît pas devoir constituer au point de vue commercial, une opération financière bien fructueuse. Le chargement de ce sous-marin commercial n'est, en effet, que de 750 tonnes de matières colorantes et de produits chimiques, ce qui, même au cours des frètes actuels, ne doit pas couvrir les frais d'une traversée de 21 jours.

sur la gravité de la situation. Des orateurs, tels que Kenensky, Milankoff et le socialiste Tcheldza insistèrent sur le besoin urgent d'adopter des mesures immédiates en vue d'éviter de sérieuses conséquences. Après une longue discussion, la commission décida à une importante majorité qu'il était nécessaire de fixer le prix des céréales, des chaussures, des matières textiles, du savon et d'autres produits.

### AUX HALLES

Les arrivages comportaient ce matin 67.500 kilos de volaille et 18.900 kilos de marée. Il est arrivé, en outre, 118 faisans et 210 lièvres. Il a été effectué 196 ventes au détail et ressors 2.550 kilos de volaille et 2.800 kilos de poisson.

### AU CONGRÈS de la Ligue des Droits de l'Homme

Continuant ses travaux poursuivis hier soir en séance de nuit, le Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme a terminé ce matin le débat engagé sur « les conditions d'un paix durable ».

M. Gabriel Scellès a répondu à Mme Séverine.

Nous reviendrons plus longuement sur la passionnante controverse qui précéda le vote de la motion dont nous avons, dès hier, publié le texte.

Ce texte, dit au Comité Central, a obtenu la priorité à l'unanimité moins huit voix.

On vota sur le fond cet après-midi.

### Six ans après

Je me suis fort divertie, malgré le temps morose, en feuilletant la collection du Journal des Débats.

Vieux papiers, vieux souvenirs... Les journaux jadis par le temps ont une puissance d'évocation singulière.

Il y a à présent six ans, nous étions en pleine grève des cheminots. Les bonnes feuilles conservatrices, l'ensemble de la presse parisienne, — car en dehors du Rappel, de la Guerre Sociale et de l'Humanité, tous les journaux s'étaient ralliés autour de M. Briand et des compagnies de chemins de fer, — réclamaient à cor et à cri la mobilisation des cheminots.

Il fallait lire ces tirades émouvantes. L'en retrouvais l'écho tout à l'heure dans le Journal des Débats. « La patrie au-dessus des factions... la patrie au-dessus des classes, la patrie avant tout. Il fallait assurer les services publics. En se mettant en grève, les cheminots commettaient une véritable trahison... »

Tout ce concert, on s'en souvient, aboutit au décret par lequel M. Briand mobilisa les employés et ouvriers des chemins de fer.

Les années ont passé. Et voilà qu'une nouvelle grève vient de se déclarer dans les services publics. Cette fois, nous sommes en guerre, et l'on devine tout le danger qu'il y aurait à laisser se prolonger pareil mouvement.

Heureusement, il se trouve au ministère de l'Intérieur un homme conscient de son rôle, de sa responsabilité, de ses devoirs. Il n'hésite pas ; après avoir fait appeler les représentants des ouvriers et les représentants des compagnies, tenté en vain d'arbitrer le conflit, il fait accepter par le Conseil des ministres un décret, déclarant que, pendant la durée de la guerre, le gouvernement prendra toutes les mesures qu'il jugera nécessaires pour assurer « en cas d'arrêt d'une exploitation industrielle ou d'une exploitation de services publics, la continuité de l'exploitation ».

De prime abord, il apparaît que ce n'est là que la réédition du décret pris par M. Briand, avec cette différence toutefois, que M. Malvy n'entend pas imposer la volonté du Gouvernement aux seuls ouvriers, mais encore chaque fois qu'il sera nécessaire à leurs employeurs.

Être démocrate dans la démocratie ! Faire figure de ministre républicain dans la République ! Le scandale apparaît immense.

Il faut lire le Journal des Débats. M. Malvy est traité comme le pire des dictateurs (c'étaient les socialistes qui, naguère, un soir fameux, punctuaient les discours de M. Briand des cris de : « Dictature ! Dictature ! »).

Le Bureau de la Presse avait échappé ce qui pourrait être essentiel de l'indignation des rédacteurs du Journal des Débats, il nous est difficile de relever exactement le ton de ces protestations. Enregistrons seulement une nouvelle fois que les conservateurs n'aiment l'Union Sacrée qu'autant qu'elle se manifeste par des phrases sonores et d'éloquents paroles. Mais dès qu'il s'agit de faire un geste qui marque les sentiments de confiance qui animent des chefs du pays à l'égard de la classe ouvrière, qui s'est si noblement sacrifiée à la cause commune, on ne trouve plus personne.

Plus personne ? Je me trompe. Cette fois, la classe ouvrière a trouvé quelqu'un pour servir ses intérêts « jusqu'au bout ».

C'est le ministre de l'Intérieur, c'est M. Malvy.

Cette bonne nouvelle sera joyeusement accueillie dans les tranchées où l'on veille non seulement pour le salut de la Patrie, mais encore pour que triomphe la République !

Jean GOLDSKY.

### Adler, Stürgkh et l'Église

Passionné socialiste, Fritz Adler ne pouvait pas ne pas être irréductiblement anticlérical.

L'Église romaine n'est-elle pas un obstacle au progrès ?

En Autriche, particulièrement, où le catholicisme est étroitement associé, par un pacte séculaire, à la monarchie, quiconque veut améliorer le sort des malheureux, les élever vers le bien-être et la liberté, doit vouer à l'Église romaine une haine agissante.

C'est ce que fit le noble et généreux fils du vieil Adler.

Et, toujours, dans tout ce qu'il entreprit pour libérer ses compatriotes du joug aveuglant du cléricalisme, Fritz Adler rencontra, comme adversaire, le ministre Stürgkh.

Les journaux papistes de l'étranger saluent dans le ministre autrichien qui vient de périr un des plus tenaces défenseurs du catholicisme intransigeant, et les mêmes articles rappellent l'effort anticlérical d'Adler.

Ce fut le comte Stürgkh qui, en qualité de ministre de l'Instruction publique, renouvela les exploits des Grands-Maitres de l'Université qui, chez nous, sous la Monarchie et sous l'Empire, tentèrent d'asservir le haut enseignement au dogme catholique en chassant de leurs chaires les professeurs indépendants, trop exclusivement esclaves de la vérité. Ce Stürgkh souleva contre lui le mépris de l'Europe savante et lettrée, en révoquant un professeur de l'Université d'Innsbruck, le docteur Wahrmond, lequel avait publiquement affirmé sa haine des dogmes religieux.

« Le comte Stürgkh, dit un grand journal catholique, est aussi le mérite (sic) de sévir contre une entreprise scolaire à la Ferrer, qui cherchait à prendre pied sur le sol autrichien. »

Et l'organe même du Vatican, l'officier Observateur Romano, disait, il y a quelques jours :

« Adler était un des plus forts soutiens de la ligne anticatholique ; il était cela, bien plus que socialiste militant. Était donnée la personnalité de la victime et celle de l'assassin, on peut imaginer que les chances de l'attention sont politiques et ne sont pas autre chose que cela. »

« Politiques », entendez : « anticléricales ».

Les aveux de la presse religieuse contribuent à fixer, pour la postérité, la physionomie véritable du jeune apôtre. — G. CL.

### LA RICHESSE DE LA FRANCE

### Le Rôle des Foires dans l'après-guerre

Continuant notre enquête sur la foire de Lille (1) nous nous présentons chez M. Maurice Ajams, député, ancien sous-secrétaire d'Etat, rédacteur en chef de l'Exportateur Français.

L'opinion de M. Ajams est opposée à toutes celles qui nous ont été présentées jusqu'ici.

Lui ne conteste pas l'utilité d'une foire unique remplaçant celle de Leipzig, mais il pense qu'il n'appartient pas au gouvernement de décréter que telle région aura le monopole des foires ! Et comme aucune ville ne voudra être tributaire d'une autre, il faut, dit-il, laisser à toutes les communes de tenter l'expérience.

Cette question de foire, veut bien nous confier M. Ajams, je la connais ; elle entre d'abord dans le cadre de ma compétence, et en outre, je l'ai étudiée particulièrement, notre journal se trouvant, dès sa fondation, entre les deux foires de Lyon et de Bordeaux.

« Chaque ville a ses avantages, chaque ville surtout a ses ambitions ! Et voilà la raison pour laquelle il ne peut y avoir de foire unique imposée. »

Notre gouvernement — non pas dans sa composition, mais surtout par sa raison d'être — ne peut, ne doit imposer un lieu de foire.

« Il est impossible à un pays individualiste, comme la France, de forcer une partie de sa population à accepter le régime industriel et commercial de l'autre partie. »

### LA CONCUURRENCE

« C'est individualisme est, en ce cas, nul bien, car il fortifie l'esprit de concurrence. »

« En effet, dogmatisme que telle ville ou telle région aient, à elles, le monopole du mouvement industriel national, c'est condamner les autres villes, les autres régions à la servitude. »

« C'est retirer à ces villes toutes initiatives. »

« L'expérience seule, en amenant d'utiles enseignements, peut, sans partialité, prouver qu'une ville doit être préférée à une autre. »

« Or, pour que l'expérience nous guide de ses enseignements, le moyen est très simple : laisser à chaque ville la possibilité de mettre en moyen les qualités dont elle dispose. »

« Laisser, en un mot qui résume, s'exercer entre les villes la libre concurrence. »

« Chaque ville désirant être la lauréate se fera de son mieux — mettra tout en œuvre pour surpasser ses rivales, et ainsi un essor se trouvera donné au commerce et à l'industrie nationale, qui, par leur inertie, ont trop longtemps fait croire à nos ennemis — et au monde — que chaque jour voyait partir un peu de notre courage et de notre richesse. »

(1) Voir le numéro du 26 octobre.

